

CICE : La (vraie) France des assistés 1/2

Vingt-deux milliards. 22 000 000 000. C'est un métier, que de faire sentir l'énormité d'un chiffre comme ça. Que ça ne reste pas une abstraction avec plein de zéros. Que ça prenne corps, un peu. De Ailly-sur-Somme jusqu'à chez vous...



Amiens-Ailly, jeudi 29 septembre, 8 h 01. Ça sentait le roussi depuis un bail. Mais ce soir-là, un SMS de Freddy, délégué là-bas, tombait comme un couperet :

"La CGT et FO Bigard appellent tous les citoyen-ne-s à venir manifester sur le site de l'usine Bigard à Ailly-sur-Somme ce jeudi 29 septembre à partir de 6 h 30 contre la fermeture du site."

Aussitôt, notre routine, on avait préparé un petit tract à nous sur le vendeur de steaks :

"Qui est Bigard ?"

D'après le classement *Challenges*, Jean-Paul Bigard est la 166e fortune française. Il a grimpé de quatre places au palmarès, avec des richesses en hausse – qui atteignent les 400 millions d'euros. D'après le magazine :

"Ce Breton de 66 ans contrôle, avec sa famille, 90 % du n°3 européen de la viande (chiffre d'affaires estimé : 4,3 milliards d'euros) ainsi que les marques Charal et Socopa."

À noter également que, en infraction à la loi, en toute illégalité :

"Il ne publie pas ses comptes."

Difficile, donc, sur la dernière année, d'évaluer les bénéfiques, qui s'élèveraient à cent dix millions d'euros. Nous insistions notamment sur *"Des aides à la pelle"* : En 2014, le groupe Bigard a touché 32 millions d'euros d'aides de l'État ! À la fois en *Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE*, inventé par la gauche, Hollande) et en allègements sur les bas salaires (créés par la droite, Fillon). Ces aides, distribuées aux multinationales, ne sont absolument pas conditionnées à des créations d'emplois, à des clauses sociales, ou à des exigences environnementales.

Et justement, ce jeudi matin, tandis qu'avec Vincent on roule vers Ailly-sur-Somme dans le Berlingo, de quoi nous informe France Inter ?

"D'après un rapport de France Stratégie, le Crédit impôt compétitivité emploi aurait permis de créer ou de sauvegarder entre 45 000 et 115 000 emplois."

C'est le genre de calculs que j'aime bien faire de tête. Ça fait passer le temps au volant. Le CICE coûte, la radio le rappelait, aux alentours de vingt milliards d'euros par an. Divisés par 100 000 emplois (on arrondit, mais dans la fourchette haute). Égal 200 000.

"Tu te rends compte ! 200 000 € par emploi ! C'est pas possible, j'ai dû m'emmêler dans les zéros..."

Sur le siège passager, Vincent vérifie sur son téléphone portable :

"C'est bien ça, 200 000 €."

Pour mesurer l'énormité, là, il faut convertir ces 200 000 € en autre chose. En *Smic*, par exemple. Un *Smic*, c'est 20 000 € à l'année, avec toutes les cotisations – chômage, vieillesse, santé, etc. (Je connais ça par cœur, je suis petit patron...) 200 000 € valent, donc, dix *Smic*. Ça signifie quoi ? Qu'à la place de verser des dizaines de milliards, un peu au hasard, aux entreprises, pour derrière des résultats incertains, le gouvernement aurait pu, pour le même coût, embaucher directement, ou via des associations, des collectivités, dix fois plus de personnes au *Smic* ! Soit un million de chômeurs qui deviennent un million de smicards ! Là, oui, Pierre Gattaz aurait pu porter son fameux pin's...

Je serais informaticien, là, je fabriquerai un "convertisseur de CICE". Vous entreriez le nom d'un métier. "Infirmier", par exemple. C'est la débâcle dans les hôpitaux, on le sait tous, les patients qui attendent des nuits aux urgences, d'autres où le personnel apporte son propre papier toilette, les établissements parisiens qui épuisent leurs salariés, bref, une *Sécu* au bord de la crise de nerfs. Donc, embaucher des infirmiers, qui est contre ? J'ai regardé sur "infirmiers.com", c'est environ 1 828 € brut en début de carrière, allez, 2 000, soit 32 000 par an avec les cotisations patronales. En bien, ça fait 625 000 infirmiers. Voilà ce qu'on pourrait recruter avec les vingt milliards du CICE.

Mais vous avez raison : il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Avec mon convertisseur ultra-perfectionné, chacun pourrait se faire un mix à lui, ses embauches idéales : instits, animateurs pour le périscolaire, auxiliaires pour les vieux, cheminots, inspecteurs du travail, contrôleurs des impôts, etc. Cette manne, ces vingt milliards, constitueraient un vrai bol d'air pour le tissu social, pour des services publics aujourd'hui sous asphyxie.

Alors que là, ils n'ont servi à rien ou presque... Vous saisissez, maintenant, l'énormité de ces vingt milliards ? Il faut vous l'écrire en chiffres, peut-être, avec tous les zéros ? 22 700 000 000 ?

Non ?

Ça ne vient toujours pas ?

Alors, je vais convertir en autre chose.

En ministères. J'ai consulté le projet de Loi de finances pour 2017. Le coût du CICE c'est, pour cette année : 7,3 fois le budget "Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales" (3,12 milliards). 7,3 fois aussi le budget de la "Culture" (2,7 milliards). 2,5 fois le budget "Écologie, développement et mobilité durables" (8,99 milliards). 3,3 fois le budget "Justice" (6,89 milliards). 30,7 fois le budget "Sport,

jeunesse et vie associative" (0,74 milliard). 40 fois le budget "Médias, livres et industries culturelles" (0,57 milliards). 70 % du budget "Défense" (32,4 milliards). 45 % du budget "Enseignement scolaire" (50 milliards). Vous le pigez, désormais, que c'est du lourd, ces vingt milliards ? Que ça peut rebattre les cartes complètement ? Qu'un gouvernement qui dirait :

"Bam, notre priorité, c'est l'écologie", d'un coup d'un seul, il pourrait en tripler le budget, avec ces vingt milliards... et avec des effets sans doute plus significatifs sur l'emploi !

*** Baptiste a imprimé, lu, sur-ligné, le "rapport d'évaluation par France Stratégie". On le cite :

Il y a accord pour estimer qu'aucun effet du CICE sur l'investissement, la Recherche et Développement et les exportations n'est visible à l'horizon de court terme. Les deux équipes qui se sont attachées à évaluer l'impact du CICE sur l'emploi et les salaires n'obtiennent pas les mêmes résultats. L'une (TEPP) conclut à la création ou la sauvegarde de 45 000 à 115 000 emplois. L'autre (LIEPP) ne met pas en évidence d'effet positif sur l'emploi ni sur les salaires. Les rapporteurs référents qui se sont prononcés sur les deux études estiment que les deux méthodologies sont a priori pertinentes. L'emploi apparaît rarement au cœur de l'affectation du CICE. Cela suggère que les entreprises ont consacré une partie importante du CICE à la reconstitution de leurs marges. C'est une agence gouvernementale, rattachée au Premier ministre, qui l'écrit : l'effet du CICE sur l'emploi est minime, voire nulle.

C'est donc une formidable gabegie. Un colossal gaspillage. Une dépense magistralement inefficace.

Et qui nous engage, d'ores et déjà, pour l'avenir.

D'après France Stratégie, même si cette mesure était stoppée aujourd'hui :

La dépense budgétaire effective liée au CICE devrait progresser sensiblement à partir de 2017 : 20,6 milliards en 2018, 21,4 en 2019, 22,3 en 2020. Il faut mesurer ici le paradoxe. Le gouvernement ("les gouvernements", on devrait dire, tant l'alternance ne change pas grand-chose à ces choix politiques), le gouvernement compte sur un "effet de levier".

En gros, en donnant un euro d'aide au privé, ça va démultiplier les énergies, et à force d'investissements, d'embauches, de croissance, de tout ça, à la fin, ça fera des petits, ça produira dix euros dans le PIB. Mais on assiste à l'inverse : l'effet de levier est remplacé par une évaporation. Chaque euro mis dans la machine devient dix centimes à l'arrivée. "Reconstitution de leurs marges" oblige... Ah qu'en termes galants ces choses-là sont dites !

En moins codé, ces subventions sont passées par profits et profits, se muent en dividendes pour les actionnaires, ou en rétributions pour les patrons. Ainsi, par exemple, de Carrefour (le premier bénéficiaire privé, derrière La Poste et la SNCF) : 120 millions de CICE. De quoi soutenir l'envolée des dividendes : + 25 % depuis 2012, 517 millions d'euros, soit 62 % des bénéfices. De quoi aider aussi un nécessaire, le PDG, dont le salaire double, de 3,7 à 7 millions d'euros. Ainsi, également, de Casino, qui touche 97 millions de CICE et qui réduit ses "frais de personnel" d'à peu près autant. Tandis

que la "rémunération des dirigeants", elle, ne connaît pas la crise : +12,5 % entre 2014 et 2015. Ainsi, enfin, pour conclure le tiercé de la grand distrib', de Auchan : 88 millions d'euros de CICE. Les dividendes versés à la famille Mulliez ont quasiment triplé : 200 millions en 2015, contre 67 en 2014.

Sa marge de manœuvre budgétaire, François Hollande l'aura donc consacrée à ça. À rien. Mais c'est à cela, justement, qu'on découvre la puissance d'un dogme : qui va songer, aujourd'hui, malgré ce rapport, à stopper cette mesure ? Le rapport de *France Stratégie* va-t-il faire l'effet d'une bombe, même mini ? Va-t-il remettre en cause les orientations ministérielles ? Cette bombe a bien sûr fait pschiiiiit ! (cf. encadré)

Bon. Ailly-sur-Somme ne se trouvant (d'après Mappy) qu'à 10,6 kilomètres de chez moi, vous conviendrez que, avec Vincent, ralentis il est vrai par des embouteillages matinaux, nous avons convenablement occupé cette petite demi-heure. Et il paraît plausible que, au fil de nos divagations, nous soyons arrivés sur le parking de Bigard. Nous y sommes donc. Vous imaginez le décor, glorieux. La Picardie brumeuse. Un frais matin d'automne. Des autocollants des *Jeunesses communistes*, des drapeaux CGT 80. Un barnum où l'on sert le café, avec quelques bancs en bois. Et tiens, c'est sympa : Freddy a déjà accroché notre banderole "À la fin, c'est nous qu'on va gagner" sur le grillage de l'usine. Même si ça ne paraît si évident ce matin, qu'on va gagner...

Encadré 1. Le palmarès

N°1. La Poste En 2015 : 341 millions d'€ de CICE. 6 284 emplois supprimés la même année. 629 millions d'€ de bénéfices.

N°2. La SNCF : En 2014 : 318 millions d'€ de CICE. 1400 emplois supprimés. 10 000 à venir d'ici 2020. 7 500 kilomètres de voies devraient fermer sur la même période.

N°3. Peugeot : En 2014, 146 millions d'€. Plus 800 millions d'€ de renflouement public la même année.

N°4. Carrefour : 120 millions d'€ de CICE. +25 % de dividendes (65 % des profits) depuis 2012.

N°5. BPCE : En 2014, le groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne a perçu 107 millions d'€ de CICE. Cette même année, la firme a versé 175 millions d'€ de dividendes à ses actionnaires, le double en 2015. Depuis le lancement du CICE, elle a supprimé 7 % de ses emplois en France, soit 7 000 postes.

N°6. Casino : 97 millions d'€ de CICE. Frais de personnel réduits du même montant.

N°7. Auchan : 88 millions d'€ de CICE. 200 millions de dividendes reversés à la famille Mulliez. Rémunération des dirigeants : +12,5 % en 2015.

N°8. Renault : En 2014, 86 millions d'€. Mais le constructeur fait surtout un carton sur le CIR – Crédit impôt recherche : 143 millions d'€, répartis entre plusieurs filiales pour contourner le plafond de 100 millions. Trois d'entre elles ne comptent aucun salarié. Malgré ces aides, les dépenses de recherche et développement sont en baisse de 15 %. Les effectifs, quant à eux, ont baissé de 3 200 employés entre 2013 et aujourd'hui.

Ensuite, on s'aventure dans le brouillard des incertitudes : SFR, Bouygues et consorts ne rendent pas public... l'argent que nous leur donnons ! Et Bercy conserve le secret. Une remarque sur ce palmarès : Le CICE est là, comme son nom l'indique, pour renforcer la "compétitivité". Hormis les constructeurs automobiles, qui, parmi ces principaux bénéficiaires, est en concurrence avec des salaires roumains, chinois, indiens ? L'industrie est marginalisée : alors que la mesure était programmée pour elle, elle ne bénéficie que de 19 % des crédits.

Encadré 2. Le grand débat : donner plus ? Ou beaucoup plus ?

On a maté les déclarations sur le rapport de France Stratégie, a posteriori. Michel Sapin, ministre de l'Économie, réagissait ainsi :

"Ces premiers résultats nous confortent dans notre choix d'amplifier le CICE dans le projet de Loi de finances 2017."

À croire qu'il n'a pas lu la même étude que nous... Gérard Collomb, maire de Lyon et soutien de Macron, fait mieux :

"Le CICE, le pacte de responsabilité, ça a des effets. On voit une reprise de l'investissement, on voit de la création d'emploi. Mais si on avait fait ces mesures en début de quinquennat, elles auraient eu leurs effets il y a deux ou trois ans et François Hollande ne se trouverait pas aujourd'hui dans la position difficile dans laquelle il se trouve."

Le problème du CICE, c'est qu'on ne l'a pas fait assez tôt ! À droite, c'est la course au plus disant. Alain Juppé :

"Il y aura 34 milliards de baisse des charges pour tous les secteurs, dont l'agriculture. On supprime le CICE et on ajoute 17 milliards, ce sera une aide massive."

Nicolas Sarkozy, lui aussi, prône le doublement des montants dédiés au CICE :

"Il s'agira donc de pas moins de 34 milliards d'euros", une mesure "couplée à la transformation du CICE en une véritable baisse de charges, permanente, gravée dans le marbre, intégralement ciblée sur les bas salaires".

Et François Fillon décroche le pompon :

"Il faut une baisse très significative des charges des entreprises. Je propose quarante milliards plus le CICE."

La bombe fait pschiiit ! La croyance dans le CICE, et dans les aides aux entreprises en général, ne relève plus de l'économie, ni des mathématiques, ni même de la politique. Mais juste de la foi, manifestement aveugle aux études et calculs. Et le seul débat autorisé est de savoir s'il faut donner plus aux "entreprises". Ou encore plus. Ou beaucoup plus.

bjns:

csjcnjs: Et le seul débat autorisé est de savoir s'il faut donner plus aux "entreprises". Ou encore plus: Ou beaucoup plus de la politique. Mais juste de la foi, manifestement aveugle aux études et calculs. Et le seul débat autorisé est de savoir s'il faut donner plus aux "entreprises". Ou encore plus. Ou beaucoup plus.

CICE